IRIS
INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

OBSERVATOIRE
politique et géostratégique des États-Unis

LE TRUMPISME SURVIVRA-T-IL À TRUMP ?
INSTITUTIONNALISATION DU POUVOIR, RECOMPOSITION DES CENTRES DE PUISSANCE ET INCERTITUDES DE L'APRÈS-TRUMP

Véronique Chabourine / Analyste stratégique et spécialiste des relations internationales

Novembre 2026



PRÉSENTATION DE L'AUTEUR

Véronique Chabourine / Analyste stratégique et spécialiste des relations internationales

PRÉSENTATION DE L'OBSERVATOIRE

Dirigé par **Romuald Sciora**, chercheur associé à l'IRIS, l'Observatoire politique et géostratégique des États-Unis vise à offrir un éclairage nouveau sur les évolutions contemporaines des États-Unis, en particulier sur leurs répercussions sur la coopération franco-américaine, l'Union européenne et le reste du monde.

L'Observatoire s'organise autour de plusieurs axes : la publication d'analyses, la copublication d'ouvrages de référence, la production de contenus vidéo, ainsi que l'organisation d'événements (conférences, tables rondes, colloques) en France, aux États-Unis et au Canada.

Parmi ses principaux partenaires académiques figurent **The Academy of Political Science**, fondée par l'Université Columbia de New York, **The Columbia-SIPA Urban and Social Policy Program**, et la **Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'Université du Québec à Montréal**.

iris-france.org

@InstitutIRIS

@InstitutIRIS

institut_iris

IRIS

IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

© IRIS - Tous droits réservés

Près de deux ans après le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche, les élections de mi-mandat du 3 novembre 2026 rebattent les cartes du pouvoir à Washington. En reprenant le contrôle des deux chambres du Congrès[1], les démocrates infligent un revers majeur au président américain, dont la coalition électorale se fragilise. Malgré une croissance résistante et un chômage relativement contenu, la persistance de l'inflation, à 3,7 %[2], et la hausse des prix de l'essence, à 4,23 dollars le gallon contre 3,04 dollars un an plus tôt, ont alimenté le mécontentement sur le pouvoir d'achat. Ce vote sanction révèle les limites électorales du trumpisme, sans nécessairement remettre en cause les transformations institutionnelles et économiques engagées depuis son retour au pouvoir. Les démocrates ont notamment regagné du terrain parmi les jeunes, les électeurs hispaniques et les ménages modestes[3] qui avaient contribué à la victoire de Trump en 2024. Cette fragilisation de sa coalition accentue les divergences déjà perceptibles au sein du Parti républicain. La prise de distance de JD Vance[4] sur la guerre en Iran illustre une possible recomposition de l'héritage MAGA : conserver ses orientations national-conservatrices tout en se démarquant de certaines décisions de Trump.

Tirant les enseignements de son premier mandat, Donald Trump a entrepris, depuis son retour à la Maison-Blanche, de modifier les conditions d'exercice du pouvoir et de consolider ses relais institutionnels, politiques et économiques. Au-delà de sa succession en 2028, la question de la pérennité du trumpisme se joue ainsi dans sa capacité à inscrire durablement ses relais dans les structures politiques américaines, mais aussi dans les centres de décision et les leviers de puissance qui façonneront les rapports de force de demain.

La continuité d'un mouvement politique dépend notamment de sa capacité à inscrire ses orientations dans les institutions. Tirant les enseignements des résistances administratives rencontrées lors de son premier mandat, Donald Trump a réactivé, dès janvier 2025, le dispositif Schedule F, créé en 2020 mais jamais déployé. Rebaptisée *Schedule Policy/Career*[5]et précisée par une réglementation définitive en février 2026, cette réforme réduit les protections procédurales de certains fonctionnaires de carrière intervenant dans l'élaboration ou l'exécution des politiques publiques, sans transformer juridiquement leurs postes en nominations politiques. Elle vise à renforcer la capacité de l'exécutif à imposer ses orientations à l'administration, sans garantir leur maintien après 2029. La consolidation du trumpisme repose également sur sa transformation progressive en infrastructure partisane.

[1] Tim Reid et Trevor Hunnicutt, « Top takeaways from the US midterm elections », *Reuters*, 4 novembre 2026.
[2] U.S. Bureau of Labor Statistics, « Consumer Price Index — September 2026 »
[3] Brad Heath et Jason Lange, « Seven numbers that explain Democrats' US midterm triumph », *Reuters*, 4 novembre 2026.
[4] « Vance repudiates Iran war after US electoral defeat », *Reuters*, 4 novembre 2026
[5] U.S. Office of Personnel Management, « Schedule Policy/Career »

La réorganisation du Republican National Committee (RNC) en mars 2024, avec l'arrivée de Michael Whatley à sa présidence, de Lara Trump à sa coprésidence et le rôle central confié à Chris LaCivita, marque une intégration plus étroite entre l'appareil républicain et l'organisation politique de Trump. Cette évolution ne se limite pas à la direction nationale du parti. Le poids des soutiens MAGA dans les investitures, les organisations républicaines des États et les structures locales, notamment à l'échelle des comtés et des *precincts*, contribue à inscrire le mouvement dans les mécanismes ordinaires de mobilisation et de sélection des candidats. Cette structuration s'appuie parallèlement sur des ressources financières et organisationnelles extérieures au parti. Des réseaux de donateurs et des structures comme Rockbridge ou MAGA Inc. participent, selon des modalités distinctes, au financement, à la mobilisation et au développement de relais politiques. Les données électorales, les réseaux de recrutement et les capacités de communication deviennent ainsi des ressources susceptibles de prolonger l'influence du mouvement au-delà d'une échéance présidentielle.

Cette institutionnalisation demeure néanmoins incomplète. La défaite républicaine aux élections de mi-mandat révèle les limites électorales de cette structuration, tandis que les divergences entre courants républicains et les ambitions concurrentes interrogent la capacité du mouvement à préserver sa cohésion au-delà de la légitimité personnelle de Trump.

Mais la continuité du trumpisme peut également se construire dans le temps plus long des investissements, des infrastructures et des interdépendances stratégiques. Si les États ont toujours entretenu des relations étroites avec l'industrie, la concentration de certaines capacités technologiques et de points de passage critiques confère aujourd'hui à leurs détenteurs des leviers particuliers dans l'exercice de la puissance. L'imbrication entre ces acteurs, l'administration fédérale et les réseaux politico-financiers proches de Trump pourrait ainsi contribuer à inscrire certains relais du mouvement dans des centres de décision et de puissance dont l'influence dépasse l'horizon d'un mandat présidentiel.

La recomposition de la puissance s'inscrit dans une concentration mondiale des infrastructures et technologies critiques. Une cartographie indicative permet d'identifier une vingtaine de grandes familles de points de passage stratégiques, ou *chokepoints*[6], dont la maîtrise conditionne l'accès à des ressources difficilement substituables : circuits financiers, logiciels de conception des semi-conducteurs, capacités de calcul, fabrication avancée des puces, infrastructures cloud et réseaux satellitaires. Leur répartition demeure asymétrique. La Chine domine plusieurs chaînes de transformation des minerais critiques ; l'Europe détient

[6]Henry Farrell et Abraham L. Newman, « Weaponized Interdependence: How Global Economic Networks Shape State Coercion », International Security, vol. 44, n° 1 (2019) : 42-79.

des positions industrielles incontournables, notamment avec ASML dans la lithographie avancée et la taille de son marché intérieur ; Taïwan et la Corée du Sud concentrent des capacités essentielles de fabrication et de mémoire. Les États-Unis occupent, quant à eux, une position dominante dans une part importante de ces réseaux, notamment à travers le dollar, les infrastructures financières, les grandes plateformes numériques, les logiciels de conception des puces, les processeurs d'intelligence artificielle, le cloud et les capacités spatiales. Cette concentration constitue un levier de puissance particulier : contrôler un point de passage ne signifie pas nécessairement posséder l'ensemble d'une chaîne industrielle, mais pouvoir influencer les conditions d'accès à une ressource dont dépendent d'autres États et entreprises. Aux États-Unis, ces capacités sont largement exploitées par des acteurs privés, tandis que Washington dispose de prérogatives réglementaires, contractuelles et coercitives. Ces rapprochements font apparaître une convergence entre les priorités stratégiques de l'administration, les intérêts de certains industriels et les investissements de réseaux proches de Trump, sans permettre de conclure à une stratégie coordonnée de contrôle de ces capacités. Le secteur spatial illustre concrètement cette interdépendance. SpaceX, dirigée par Elon Musk, développe notamment à travers Starshield des capacités satellitaires destinées à la défense et au renseignement américains. Selon une enquête de Reuters publiée en mars 2024, un contrat classifié de 1,8 milliard de dollars[7] conclu en 2021 avec le National Reconnaissance Office prévoit la constitution d'un réseau de satellites de reconnaissance. L'État conserve ses prérogatives de sécurité nationale, mais dépend des capacités techniques et industrielles fournies par un opérateur privé. La maîtrise de ces infrastructures devient ainsi un levier de puissance, en conditionnant l'accès à des fonctions critiques de communication, d'observation et de transmission des données.

Trois formes d'imbrication relient ces centres de puissance à l'écosystème trumpiste. La première est politique et électorale : Elon Musk, propriétaire de SpaceX et de X, a mobilisé plusieurs centaines de millions de dollars[8] au bénéfice de Trump et d'autres candidats républicains en 2024 ; Palmer Luckey, fondateur d'Anduril, entreprise spécialisée dans les systèmes de défense autonomes, participe également au financement et à la mobilisation des réseaux républicains. La deuxième est financière : 1789 Capital, fonds auquel Donald Trump Jr. est associé, détient des participations minoritaires dans des entreprises stratégiques, notamment Anduril, Hadrian, spécialisée dans la fabrication automatisée pour la défense, et Vulcan Elements, producteur d'aimants à terres rares. Selon ABC News, 1789 Capital a investi

[7] Joey Roulette et Marisa Taylor, « Musk's SpaceX is building spy satellite network for US intelligence agency, sources say », *Reuters*, 16 mars 2024.
[8] Soo Rin Kim et Ivan Pereira, « Trump and giveaways: What Musk spent $270M on during the election », *ABC News*, 6 décembre 2024.

50 millions de dollars dans Anduril, au sein d'une levée de fonds de 2,5 milliards de dollars. Le fonds précise que ses décisions d'investissement relèvent d'un comité de trois membres auquel Donald Trump Jr. ne participe pas. Ces investissements ne confèrent pas un contrôle politique de ces entreprises, mais créent des intérêts économiques durables dans des secteurs dépendant des commandes et des priorités fédérales. La troisième imbrication est institutionnelle et opérationnelle. L'État fédéral intègre des technologies privées dans ses capacités régaliennes, comme l'illustre l'instruction donnée en mars 2026 par le secrétaire adjoint à la Défense Steve Feinberg de faire du système Maven Smart System de Palantir un programme d'acquisition officiel[9] (*program of record*) avant la fin de l'exercice budgétaire 2026. Parallèlement, la nomination, le 25 mars 2026, de dirigeants technologiques tels que Jensen Huang, Larry Ellison, Marc Andreessen et Mark Zuckerberg au President's Council of Advisors on Science and Technology (PCAST)[101], coprésidé par David Sacks et Michael Kratsios, illustre leur accès institutionnel aux circuits de conseil de l'exécutif. Cette présence ne constitue toutefois pas, à elle seule, une preuve d'influence sur les arbitrages réglementaires ou les décisions d'attribution des marchés publics. Le cas de Vulcan Elements révèle un croisement plus direct entre investissement privé et intervention institutionnelle. Après l'entrée de 1789 Capital au capital de l'entreprise en août 2025, le Pentagone annonce un prêt conditionnel de 620 millions de dollars destiné à soutenir la production américaine d'aimants à terres rares. Selon une enquête de ProPublica, une intervention du conseiller présidentiel Peter Navarro[11] aurait contribué à accélérer l'instruction du financement. Cette chronologie documente l'existence d'un relais au niveau de l'exécutif, sans établir que Donald Trump Jr. ait sollicité cette intervention ni qu'un favoritisme ait déterminé la décision finale. Les intéressés contestent toute irrégularité. Cette interdépendance ouvre de nouveaux espaces d'influence à l'intersection du pouvoir politique et du capital privé. L'administration Trump intervient également au capital d'entreprises de secteurs critiques, tandis que des fonds liés à son entourage investissent dans les technologies de défense, l'intelligence artificielle et les infrastructures stratégiques. Cette proximité peut favoriser une gouvernance transactionnelle dans laquelle l'accès aux décideurs, les arbitrages réglementaires et les marchés publics deviennent des enjeux réciproques. Elle ne constitue toutefois pas une rupture absolue : les relations entre l'État fédéral et les industriels stratégiques sont anciennes. La particularité du moment tient à la concentration des capacités critiques et à la personnalisation de certains

[9] David Jeans, « Exclusive: Pentagon to adopt Palantir AI as core US military system, memo says », *Reuters*, 20 mars 2026
[10] The White House, *President Trump Announces Appointments to President's Council of Advisors on Science and Technology*, 25 mars 2026
[11] Robert Faturechi, « The White House Intervened to Get a $620 Million Deal for a Company Tied to Donald Trump Jr. », *ProPublica*, 28 mai 2026.

circuits d'influence. Les investissements de réseaux proches de l'entourage de Trump peuvent ainsi contribuer à transformer une proximité politique conjoncturelle en positions économiques et relationnelles durables. L'enjeu dépasse l'accès aux ressources stratégiques actuelles : il concerne aussi la possibilité de prendre position dans les chaînes de dépendance de demain. La durabilité de ces positions dépend toutefois du degré de substituabilité des technologies concernées et de l'horizon des engagements industriels. Le projet Arsenal-2 d'Anduril, dont l'entrée en activité est prévue à partir de 2030, illustre cette temporalité qui dépasse le mandat de Trump. Si ces investissements et l'intégration de technologies critiques peuvent créer des interdépendances durables avec l'État fédéral, ils ne garantissent pas pour autant le maintien d'une influence politique des réseaux proches du trumpisme, laquelle dépendrait de leur capacité à conserver des relais dans les circuits de décision.

Parallèlement à ces rapprochements avec les détenteurs de capacités stratégiques, Donald Trump a consolidé son propre écosystème de communication et d'influence. Avec Truth Social, Donald Trump dispose d'un canal de communication lié à ses intérêts économiques, lui permettant d'entretenir une relation directe avec sa base électorale et de diffuser ses messages sans passer par les médias traditionnels. Leur reprise par les autres plateformes et les rédactions en étend la portée. Selon une enquête de Reuters publiée en octobre 2026, Trump Media commercialise auprès d'acteurs financiers un accès accéléré à certaines publications présidentielles, avec une avance annoncée de l'ordre de 50 millisecondes[12] sur leur affichage ordinaire. Selon Reuters, Bloomberg, Susquehanna International Group et Jump Trading figurent parmi les clients du service, commercialisé auprès d'acteurs financiers pour des montants pouvant atteindre 100 000 dollars mensuels. L'enjeu ne tient pas seulement au délai d'accès, mais à la possibilité de monétiser un avantage temporel sur des communications présidentielles susceptibles d'affecter les anticipations des marchés. La puissance ne repose donc plus seulement sur la maîtrise des infrastructures matérielles, mais également sur les conditions de circulation de l'information politique.

L'enjeu de l'après-2029 réside ainsi dans la persistance de ces imbrications au-delà du cycle électoral. Alors que les résultats des élections de mi-mandat ont révélé la fragilité de la coalition politique de Trump, les participations financières, les contrats de long terme et l'intégration de technologies critiques dans les fonctions de l'État obéissent à des temporalités différentes. Ils peuvent contribuer à maintenir des positions économiques et relationnelles au sein des futurs centres de décision et de puissance, y compris après une alternance

[12] Anirban Sen et Edmund Lee, « Exclusive: Bloomberg, two trading firms agree to pay Trump's Truth Social for faster access to president's posts, sources say », *Reuters*, 28 octobre 2026.

présidentielle. Cette continuité ne garantirait toutefois pas la fidélité politique des acteurs concernés ni leur capacité à infléchir les choix d'une nouvelle administration. Elle pourrait néanmoins offrir aux réseaux proches du trumpisme des ressources d'influence moins directement dépendantes de ses performances électorales.

La survie d'un mouvement politique ne dépend pas du seul bilan de son exercice du pouvoir, aussi contesté soit-il. Elle repose également sur sa capacité à constituer une base idéologique, à organiser sa transmission et à inscrire durablement ses relais dans les structures de pouvoir. À court terme, la défaite républicaine pourrait inciter Donald Trump à accélérer certaines décisions avant l'installation du nouveau Congrès, le 3 janvier 2027. Son administration préparait d'ailleurs depuis plusieurs mois les moyens de poursuivre ses priorités par la voie exécutive, indépendamment d'une majorité parlementaire. À plus long terme, le rééquilibrage des pouvoirs à Washington pourrait l'amener à privilégier davantage les initiatives diplomatiques et les arrangements stratégiques, domaines dans lesquels il conserve d'importantes marges de manœuvre. La conclusion d'accords durables pourrait ainsi prolonger son influence au-delà de son mandat. La continuité politique du trumpisme dépendra ainsi de sa capacité à préserver sa cohésion idéologique et ses relais institutionnels au-delà de Trump. Mais elle se heurte à un paradoxe : les positions économiques et technologiques consolidées sous son administration pourraient lui survivre sans que perdurent les alliances politiques qui ont accompagné leur développement.

À mesure que ces acteurs s'intègrent aux capacités stratégiques de l'État, leur dépendance envers Trump peut s'atténuer, tandis que leur importance pour l'exercice du pouvoir demeure. Les centres de puissance qui ont contribué à consolider le trumpisme pourraient ainsi conserver leur influence sans nécessairement contribuer à sa pérennité politique.

L'expertise stratégique en toute indépendance

IRIS
INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France
+ 33 (0) 1 53 27 60 60
contact@iris-france.org

iris-france.org

L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.